



23.041

Voranschlag der Eidgenossenschaft 2024 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2025–2027

Budget de la Confédération 2024 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2025–2027

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 19.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 21.12.23 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

23.042

Voranschlag 2023. Nachtrag II

Budget 2023. Supplément II

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 07.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.12.23 (FORTSETZUNG - SUITE)

Präsident (Nussbaumer Eric, Präsident): Wir beginnen mit einer allgemeinen Aussprache über den Voranschlag 2024 und den Nachtrag II zum Voranschlag 2023. Die anschliessende Detailberatung erfolgt in sechs Blöcken. Sie haben eine Übersicht über den Ablauf der Debatte erhalten.





Nicolet Jacques (V, VD), pour la commission: Anna Giacometti et moi-même avons été désignés comme rapporteurs pour la Commission des finances, et avons souhaité et décidé de nous partager le travail afin d'éviter de répéter les mêmes propos.

Mme Giacometti rapportera au sujet du supplément II au budget 2023, ainsi que du plan financier 2025–2027. Il m'incombe donc de rapporter au sujet du projet de budget 2024, puis nous nous partagerons la parole lors du traitement des six blocs.

Budget 2024, débat général. Le projet initial de budget 2024, validé par le Conseil fédéral en août, prévoyait un déficit de 493 millions de francs; une annonce tardive du gouvernement à la fin septembre réduisait ce déficit à 479 millions de francs.

Le budget sur lequel la Commission des finances a travaillé se déclinait donc de la façon suivante. Recettes totales: 83,054 milliards de francs; dépenses totales: 89,682 milliards; solde de financement: 6,628 milliards de francs.

L'excédent structurel ou la marge de manoeuvre sans impact sur le frein à l'endettement se montait à 18,3 millions de francs, ce qui en faisait un budget tout juste conforme. Ce budget s'appuyait sur des mesures d'assainissement telles qu'une coupe de 2 pour cent dans les dépenses faiblement liées, hormis l'armée.

Je me permets de détailler un peu les principales charges et les principaux produits du budget annuel de la Confédération.

Au niveau des charges: la prévoyance professionnelle occupe la première place avec presque 30 milliards de francs – 32,7 pour cent des dépenses –, les finances et les impôts se montent à 13,3 milliards – 15 pour cent des dépenses –, le trafic coûte 12 milliards de francs, la formation et la recherche 8,4 milliards, la sécurité 7 milliards, les relations avec l'étranger 3,8 milliards, l'agriculture et l'alimentation 3,6 milliards – 4 pour cent des dépenses – et les autres tâches 12,4 milliards de francs.

Concernant les produits: l'impôt fédéral direct représente 34,5 pour cent des produits, avec 28,7 milliards de francs; il devance la TVA, qui se situe à 27,2 milliards – 32,7 pour cent –, l'impôt anticipé, qui se situe à 6 milliards, l'impôt sur les huiles minérales, qui se situe à 4,3 milliards – 5,2 pour cent-, les recettes non fiscales qui se situent à 4,2 milliards, les droits de timbre, qui se situent à 2,5 milliards, l'impôt sur le tabac, qui se situe à 2 milliards, les recettes d'investissements, qui se situent à 1 milliard, et les autres recettes fiscales qui, globalement, apportent 7,2 milliards de francs.

Voici les composantes du "menu" des finances fédérales: durant plusieurs semaines, les quatre sous-commissions des finances ont examiné le budget 2024, auditionnant les différents offices en présence des responsables des départements concernés et soumettant des propositions d'amendements.

Les 20, 21 et 22 novembre 2023, la Commission des finances s'est réunie, et le travail des quatre sous-commissions a été passé en revue, ainsi que les amendements et les nouvelles propositions, qui ont été débattus en présence de Mme la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, ministre des Finances, ainsi que, successivement, des chefs de départements concernés.

A la suite de nos travaux, et notamment après avoir procédé à quelques rétablissements, le déficit structurel du budget 2024 se montait à plus de 75 millions de francs. Ce budget n'était pas conforme au frein à l'endettement. Nous avons donc repris les discussions afin de présenter un budget conforme.

Nous appuyant sur un rapport demandé par notre commission à l'administration fédérale des finances, nous indiquant quels fonds pouvaient supporter un apport plus faible en 2024 sans mettre en danger leurs activités respectives, nous avons validé des économies à hauteur de 85 millions de francs, notamment par des affectations plus faibles dans certains fonds.

Durant les travaux de commission, c'est plus de 70 amendements qui ont été présentés, discutés, puis votés. Le budget que la Commission des finances vous propose aujourd'hui prévoit donc globalement des dépenses s'élevant à 16,3 millions de francs de plus que le projet du Conseil fédéral, et des revenus globaux de 7,5 millions de francs supplémentaires. Hier matin, avant le début de la session, la Commission des finances s'est à nouveau réunie pour prendre connaissance et examiner les propositions faites par le Conseil des Etats dans l'examen du budget 2024. De plus, nous avons accepté une proposition de réexamen de plusieurs amendements que notre commission avait déjà examinés précédemment. Notre

AB 2023 N 2220 / BO 2023 N 2220

commission s'est alignée sur le Conseil des Etats en proposant une coupe dans le budget du Tribunal fédéral et du Tribunal administratif fédéral.

Notre commission a confirmé ses votes initiaux sur plusieurs amendements, mais en a rejeté d'autres, tels que trois propositions de coupes dans le budget de la défense. En outre nous avons validé une réduction de 4 milliards de francs du mécanisme de sauvetage destiné au secteur de l'électricité, proposée par le DETEC.



L'excédent structurel de 12,4 millions de francs est donc conforme au frein à l'endettement.

La commission a adopté les propositions suivantes: rétablissement de l'enveloppe des paiements directs pour l'agriculture au niveau de 2023; augmentation des moyens pour la promotion des ventes des vins suisses; augmentation des moyens mis à disposition pour indemniser les dégâts et pour la protection des troupeaux; augmentation des moyens pour la préservation des races animales indigènes; suppression des moyens alloués au fonds pour le développement régional; création de postes de travail supplémentaires pour la gestion de la TVA; réduction des moyens versés aux cantons à titre d'aide sociale dans le domaine de l'asile; augmentation de l'enveloppe destinée au Service phytosanitaire fédéral pour la protection durable des végétaux; augmentation des moyens pour la promotion du Parc national suisse; diminution du budget qui prévoyait d'étendre les horaires de surveillance du Palais fédéral.

D'autres propositions n'ont pas trouvé de majorité devant notre commission. Il s'agit notamment de l'encouragement à la culture de la betterave sucrière; d'une réduction des contributions aux cantons dans le domaine de l'asile et du transfert des dépenses dans le budget ordinaire; d'une réduction des frais d'exploitation des centres d'asile fédéraux et des moyens destinés aux mesures d'intégration; d'une augmentation des moyens destinés à la coopération bilatérale au développement, ainsi que d'une diminution dans le même domaine; d'une réduction des contributions aux organisations multilatérales; d'une réduction des moyens destinés à la coopération au développement dans les pays de l'Est; d'une diminution de la contribution de la Suisse en faveur de certains Etats membres de l'UE; de la mise à disposition de moyens supplémentaires pour la revitalisation des cours d'eau; d'une augmentation des ressources pour des mesures cantonales de promotion de la nature et du paysage; d'une augmentation du personnel chargé de l'examen des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires; de la suppression de l'apport au Fonds suisse pour le paysage; de la réduction des moyens alloués au programme Suisse Energie; d'une augmentation des dépenses militaires de 1 pour cent à échéance 2030 au lieu de 2035; d'une réduction des charges d'investissement en matière d'armement; d'une augmentation des moyens pour la sécurité des minorités religieuses; d'une augmentation des contributions fédérales au trafic régional de voyageurs; d'une diminution de l'apport au fonds d'infrastructure ferroviaire; d'une réduction de l'apport unique en capital visant à réduire l'endettement net des CFF; d'une augmentation de la contribution financière dans le domaine des EPF; du transfert des moyens de promotion de la recherche en sciences humaines au profit d'un soutien aux entreprises formatrices; d'une réduction du fonds destiné aux activités internationales de mobilité et de coopération dans le domaine de la formation; d'une diminution du fonds aux bourses accordées à des étudiants étrangers; d'une augmentation des aides financières à la protection et aux droits de l'enfant; d'une majoration du montant alloué à la promotion de la lecture; d'une réduction des dépenses propres du Département fédéral des finances; d'une renonciation à accorder au personnel de la Confédération une compensation au renchérissement; d'une réduction des charges de personnel de diverses unités administratives; d'une réduction des dépenses courantes de l'Assemblée fédérale; de la réduction de certaines indemnités pour les sessions, les commissions et les délégations parlementaires.

Une partie de ces propositions fait l'objet de minorités. Nous reviendrons, lors de la discussion par blocs, de façon plus détaillée sur ces diverses propositions.

Avant de conclure mon propos d'introduction sur le budget 2024, je tiens, au nom des membres de la Commission des finances, à remercier l'administration et les offices pour les informations que nous avons reçues et pour la qualité des échanges.

Je tiens également à remercier toute l'équipe du secrétariat de la Commission des finances pour son énorme travail de préparation, d'accompagnement et de structuration des travaux de commission, ce qui nous a permis d'accomplir notre travail de parlementaires avec plaisir, sérieux et efficacité.

Je me réjouis, avec ma collègue Anna Giacometti, de vous accompagner dans cette procédure d'examen budgétaire, qui sera une première pour de nombreux nouveaux parlementaires.

Giacometti Anna (RL, GR), für die Kommission: Wir beraten ab heute als Zweitrat den Voranschlag 2024 mit integriertem Aufgaben- und Finanzplan 2025–2027 sowie den Nachtrag II zum Voranschlag 2023. Die Finanzkommission des Nationalrates tagte zu diesen Geschäften am 19. Oktober und, nach den Vorberatungen in den vier Subkommissionen, vom 20. bis 22. November 2023. Wie Herr Kollege Nicolet bereits erwähnt hat, werde ich in der heutigen allgemeinen Aussprache die Erwägungen der Kommission über den Nachtrag II zum Voranschlag 2023 sowie über den Finanzplan 2025–2027 erläutern.

Ich beginne mit dem Nachtrag II zum Voranschlag 2023: Der Bundesrat hat an seiner Sitzung vom 15. September den zweiten ordentlichen Nachtrag zum Budget 2023 verabschiedet und unterbreitet dem Parlament 13 schuldenbremsenkonforme Nachtragskredite in der Höhe von insgesamt 241,1 Millionen Franken. Sie entfallen auf laufende Ausgaben und Investitionen.



Bei den Investitionen handelt es sich um die Beschaffung eines neuen Flugzeuges für den Lufttransport. Das VBS hatte dem Bundesrat bereits im letzten Jahr einen Beschaffungsantrag für zwei neue Staatsflugzeuge gestellt. Aufgrund der angespannten Finanzlage wurde diese Beschaffung vertagt, im Wissen darum, dass aus Sicherheitsgründen ein neuer Antrag folgen könnte. Aufgrund der Störungsanfälligkeit der heutigen Flugzeuge hat sich der Bundesrat nun für eine rasche Ersatzbeschaffung entschieden. Der Lufttransportdienst des Bundes erbringt verschiedene Leistungen, zum Beispiel Lufttransporte von Magistratspersonen und Verhandlungsdelegationen, aber auch Soforthilfe bei Umweltkatastrophen oder humanitären Notlagen sowie Unterstützung von Schweizer Botschaften im Ausland. Der Bundesrat schlägt dem Parlament vor, vorläufig nur eines der beiden Flugzeuge dieser Flotte zu ersetzen. Die Kosten für die Beschaffung einer Bombardier Global 7500 belaufen sich auf 103,2 Millionen Franken. Der Kaufpreis soll vollumfänglich im Rechnungsjahr 2023 beglichen werden.

Ich komme zu den weiteren Nachtragskrediten: Die Asylgesuchszahlen steigen weiter, und somit ist auch der Bedarf an Betten gegeben. Gegenüber der Berechnung für den Nachtrag Ib rechnet der Bund mit einer Erhöhung des Bedarfs um 1000 Betten. Die Mehrkosten aus dem Betrieb dieser zusätzlichen Betten belaufen sich im laufenden Jahr auf 33,5 Millionen Franken. Insgesamt wird für die Betriebsausgaben der Bundesasylzentren ein Nachtragskredit von 51,5 Millionen Franken beantragt.

Der Beitrag an den IKRK-Hauptsitz soll um 50 Millionen Franken erhöht werden, dies aufgrund der wachsenden Nachfrage nach humanitärer Hilfe in den letzten Jahren. Der Krieg in der Ukraine hat den Ressourcenbedarf zusätzlich verstärkt. Das IKRK musste einen Sanierungsplan starten. Um die Existenz der Organisation zu sichern, hat der Bundesrat einen einmaligen Beitrag von 50 Millionen Franken gesprochen. Mit diesem beantragten Nachtragskredit wird auch eine Erhöhung des Verpflichtungskredits notwendig.

Für die Covid-19-Bürgschaften wird ein Nachtragskredit von 13 Millionen Franken beantragt. Der Bund ist gesetzlich verpflichtet, die Verwaltungskosten der Bürgschaftsorganisationen für die Covid-19-Solidaritätsbürgschaftskredite zu übernehmen. Aufgrund der höheren Zahl von Missbrauchsfällen

AB 2023 N 2221 / BO 2023 N 2221

sind die Verwaltungskosten im Jahr 2023 höher als budgetiert.

Kleinere Nachtragskredite des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten betreffen die Entwicklungszusammenarbeit im Bereich der Prävention und Bewältigung von Pandemien sowie die Erhöhung der Pflichtbeiträge an den Europarat, weil Russland aus dem Europarat ausgeschlossen wurde.

Vom Eidgenössischen Departement des Innern werden zwei Nachtragskredite beantragt: der eine zuhanden der Eidgenössischen Stiftungsaufsicht für eine Schadenersatzzahlung an die Hirzel-Callegari-Stiftung, der andere zuhanden der Schweizer Filmförderung.

Das Eidgenössische Finanzdepartement beantragt zwei Nachtragskredite beim "Funktionsaufwand (Globalbudget)", zum einen zugunsten der Position 602.A200.0001, der Zentralen Ausgleichsstelle in Genf, zum andern zugunsten der Position 605.A200.0001, der Eidgenössischen Steuerverwaltung.

Weitere Nachtragskredite betreffen das Eidgenössische Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung, namentlich das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation. Es handelt sich dabei um 3,5 Millionen Franken für die Position "Internationale Mobilität Bildung" und um rund 2,8 Millionen Franken für das Europäische Laboratorium für Teilchenphysik (Cern). Für das Information Service Center WBF wird ein Nachtragskredit für nicht geplante Kosten in Höhe von 1,71 Millionen Franken benötigt.

Die bestehenden Verpflichtungskredite für die Positionen "Internationale humanitäre Hilfe 2021–2024" und "Internationale Mobilität Bildung" sollen um 50 Millionen Franken bzw. 2,4 Millionen Franken erhöht werden. Die für die humanitäre Hilfe beantragte Aufstockung ist der Ausgabenbremse unterstellt. Des Weiteren werden drei neue Verpflichtungskredite beantragt, welche nicht der Ausgabenbremse unterstellt sind.

Zu den Nachtragskrediten in den Sonderrechnungen: Mit zwei separaten Bundesbeschlüssen werden dem Parlament Aufstockungen um 83,3 Millionen Franken beim Bahninfrastrukturfonds und um 146,2 Millionen Franken für den Betrieb, Ausbau und Unterhalt der Nationalstrassen unterbreitet.

Beim Bundesamt für Umwelt schlägt Ihnen Ihre Finanzkommission mit 20 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung eine Aufstockung um 3 Millionen Franken für Herdenschutzmassnahmen vor.

Ein Antrag auf Verdoppelung des Unterstützungsbeitrags an das IKRK wurde mit 16 zu 8 Stimmen abgelehnt.

Ein Kürzungsantrag bei den Betriebsausgaben der Bundesasylzentren scheiterte mit 17 zu 7 Stimmen. Ein Antrag auf Streichung der Filmförderung wurde mit 18 zu 7 Stimmen abgelehnt.

Mit Schreiben vom 1. November 2023 hat der Bundesrat den Finanzkommissionen noch eine Nachmeldung zum Nachtrag II unterbreitet. Es geht dabei um einen dringlichen Nachtrag im Umfang von 86 Millionen Franken. Dieser Betrag soll es unserem Land ermöglichen, auf die Folgen des Konfliktes im Nahen Osten zu



reagieren und zusätzliche Mittel für die Hilfe vor Ort bereitzustellen. Die humanitären Mittel sind aufgrund der diesjährigen Katastrophen – Erdbeben, Überschwemmungen in mehreren Ländern und die weltweite Hungerkrise – fast vollständig ausgeschöpft. Die Finanzdelegation hat diesen dringlichen Nachtrag am 7. November 2023 bewilligt. Der Kredit für die humanitäre Hilfe in Israel, im besetzten palästinensischen Gebiet und in deren Nachbarländern war in der Kommission unbestritten. Die Finanzdelegation hat bereits Vorschüsse in Höhe von insgesamt 248 Millionen Franken freigegeben.

Ihre Finanzkommission hat dem angepassten Bundesbeschluss Ia über den Nachtrag II zum Voranschlag 2023 sowie dem Bundesbeschluss Ib über die Planungsgrössen jeweils mit 19 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt. Der Bundesbeschluss II über die Entnahmen aus dem Bahninfrastrukturfonds für das Jahr 2023 ist einstimmig angenommen worden. Dem Bundesbeschluss III für die Entnahmen aus dem Nationalstrassen- und Agglomerationsverkehrsfonds ist mit 24 Stimmen bei 1 Enthaltung zugestimmt worden.

Ich komme nun zum Finanzplan 2025–2027. Für die Finanzplanjahre 2025 bis 2027 geht der Bundesrat aus heutiger Sicht und gestützt auf die Mittelfristprognosen des Staatssekretariats für Wirtschaft von strukturellen Finanzierungsdefiziten von bis zu 1,2 Milliarden Franken aus, dies trotz den vorgeschlagenen Entlastungen ab 2025. Dazu gehören unter anderem ein reduziertes Wachstum der Armeeaussgaben, die Automobilsteuer auf Elektrofahrzeuge, Kürzungen bei der Arbeitslosenversicherung sowie die Senkung des Kantonsanteils an der direkten Bundessteuer in Verbindung mit der Krippenfinanzierung.

Ihre Finanzkommission hat am 7. September ein Postulat für eine bessere Aufgabenteilung zwischen dem Bund und den Kantonen eingereicht.

Der Finanzplan für die Jahre 2025 bis 2027 wird vom Parlament zur Kenntnis genommen, es gibt keine Gesamtabstimmung über den entsprechenden Bundesbeschluss. Ich bedanke mich heute schon im Namen der Finanzkommission beim Bundesrat, insbesondere bei Frau Bundesrätin Karin Keller-Sutter, bei der gesamten Bundesverwaltung und speziell beim Sekretariat der Finanzkommission für die ausgezeichnete Zusammenarbeit.

Guggisberg Lars (V, BE): Wir befinden uns finanzpolitisch im Dauerregen, und die Wolken, die im Finanzplan aufziehen, werden immer dunkler. Die Aussichten sind mehr als düster, und der Grat, auf dem wir bezüglich des Budgets 2024 wandern, ist mehr als schmal. Wenn die Anträge der Mehrheit Ihrer Finanzkommission durchkommen, dann liegen wir weniger als 10 Millionen Franken unter dem Ausgabenplafond gemäss Schuldenbremse. Das ist bei einem Budgetvolumen von rund 85 Milliarden Franken praktisch nichts, nämlich nur etwa 0,1 Promille.

Wie konnte es so weit kommen? Wie konnten wir uns in eine derart missliche Lage manövrieren? Die Antwort auf diese Frage ist klar: Es ist die hemmungslose, verantwortungslose und kurzsichtige Ausgabenpolitik, welche nun unsere finanzpolitische Stabilität gefährdet. Die Bereiche Landesverteidigung und Landwirtschaft wurden hingegen während Jahrzehnten zu Tode gespart, und vor lauter Überfluss wurde die Basis vergessen. Jetzt, da die geopolitische Lage aus dem Ruder läuft, da die Selbstversorgung mit Lebensmitteln und Medikamenten plötzlich wieder wichtig wird und da das Bestehen einer intakten Landesverteidigung plötzlich über Sein oder Nichtsein entscheidet, besteht enormer Handlungsbedarf.

Demgegenüber hat man in den Bereichen Entwicklungshilfe und soziale Wohlfahrt in den letzten Jahren mit immer grösserer Kelle angerührt. Bei der sozialen Wohlfahrt haben sich die Ausgaben in den letzten dreissig Jahren vervierfacht, jene bei der Entwicklungshilfe verzweieinhalbfacht. Wie ein Bumerang trifft uns das jetzt mit voller Kraft. Es ist an der Zeit, endlich Weitsicht walten zu lassen und das ungebremste Ausgabenwachstum zu stoppen. Wir müssen zurück zur haushälterischen Vernunft. Wir müssen den Fokus wieder mehr auf die Schweiz legen, damit wir unsere Bevölkerung weiterhin verlässlich versorgen und verteidigen können. Dieser Fokus auf die Lebensversicherung, wie ich es nenne, basiert im Wesentlichen auf drei Säulen: auf einer starken produzierenden Landwirtschaft, welche die Selbstversorgung sichert; auf intakten KMU, die unseren Wohlstand sichern; auf einer glaubwürdigen, gut ausgerüsteten Armee, die unsere Sicherheit garantiert.

La politique de dépenses irresponsable met aujourd'hui en danger notre stabilité financière. Les domaines de la défense nationale et de l'agriculture ont été oubliés. En revanche, dans les domaines de l'aide au développement et de l'aide sociale, nous avons toujours mis les bouchées doubles ces dernières années. Au cours des trente dernières années, les dépenses en matière d'aide sociale ont quadruplé et celles en matière d'aide au développement ont été multipliées par deux et demi.

Nous devons revenir à la raison budgétaire. Nous devons accorder la priorité à la Suisse, afin de pouvoir continuer à approvisionner et à protéger notre population de manière fiable. Cette priorité, que je nomme assurance-vie, repose



AB 2023 N 2222 / BO 2023 N 2222

essentiellement sur trois piliers: sur une agriculture productrice forte, qui garantit l'autosuffisance; sur des PME stables, qui assurent notre prospérité; et sur une armée crédible et bien équipée, qui garantit notre sécurité.

In unserer misslichen Lage sollten wir uns nicht dazu hinreissen lassen, unsere finanzpolitische Seele zu verkaufen. Unsere finanzpolitische Seele ist die bewährte Schuldenbremse. Auf immer waghalsigere Experimente und abenteuerlichere Begründungen dafür, die bewährte Schuldenbremse zu umgehen, ist zu verzichten. Vor allem gilt das auch für die Unmengen an Steuergelder, die viele in diesem Raum in die Ukraine schicken wollen. Ebenfalls ist auf die blinde und unaufhörliche Äufnung von Fonds zu verzichten, obwohl diese gemäss der Eidgenössischen Finanzkontrolle aus allen Nähten platzen. Als Beispiel lässt sich hier der Fonds für die neue Regionalpolitik erwähnen. Diese "Kässelipolitik" zur Umgehung der Schuldenbremse ist nicht zielführend. Genau gleich sieht es aus bezüglich der Anhäufung von Reserven im Umfang von Hunderten von Millionen Franken bei der ETH. Die Zeiten sind vorbei, in welchen das verkraftbar war.

Dans notre situation difficile, nous ne devrions pas nous laisser entraîner à vendre notre âme financière. Notre âme financière est le frein à l'endettement, qui a fait ses preuves. Il faut renoncer à des expériences toujours plus aventureuses et à des justifications osées pour contourner le frein à l'endettement.

Im Weiteren müssen wir das jährliche Wachstum der Personalkosten endlich – endlich! – in den Griff bekommen. Die Verwaltung muss abgespeckt werden, und mindestens eine Annäherung des Personalrechts an das Obligationenrecht tut not. Hier soll auch die Justiz ihren Beitrag leisten. Es kann nicht sein, dass das Bundesgericht und das Bundesverwaltungsgericht diesbezüglich eine Extrawurst bekommen. Das Ignorieren von Sparforderungen des Bundesrates und ein überhebliches Auftreten gegenüber Parlamentariern sind kaum zielführend.

Schliesslich müssen die gebundenen Ausgaben raschestmöglich gesenkt werden, damit unser finanzpolitischer Handlungsspielraum wieder grösser wird. Ich danke dem Bundesrat an dieser Stelle, dass er diesbezüglich erste Schritte eingeleitet hat. Ausserdem braucht es eine rasche Entflechtung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. Es kann nicht sein, dass Anschubfinanzierungen plötzlich zu jährlich wiederkehrenden Ausgaben mutieren, wie dies letzthin bei der Kita-Finanzierung geschehen ist, die das Bundesbudget künftig über 700 Millionen Franken kosten soll.

Par ailleurs, nous devons enfin maîtriser la croissance annuelle des frais de personnel. L'administration doit être allégée et il faut au moins rapprocher le droit du personnel du code des obligations. A ce propos, la justice doit également apporter sa contribution. Ignorer les demandes d'économies du Conseil fédéral et faire preuve d'arrogance envers les parlementaires n'apporte rien. Enfin, les dépenses liées doivent être réduites le plus rapidement possible afin que notre marge de manoeuvre en matière de politique financière soit à nouveau plus grande. En outre, il faut rapidement séparer clairement les tâches de la Confédération et celles des cantons.

Zum Schluss noch dies: Wir sollten mit gutem Beispiel vorangehen und auch bei uns selbst den Gürtel enger schnallen. Sie haben bereits bei Block 1 die Chance dazu, bei den Minderheitsanträgen Strupler.

Ich fasse zusammen: Wir brauchen nach Jahren der Masslosigkeit wieder mehr Ausgabendisziplin; wir müssen die Schuldenbremse respektieren, die Personalkosten in den Griff bekommen, mit der "Kässelipolitik" aufhören, die Aufgaben zwischen Bund und Kantonen entflechten und die gebundenen Ausgaben senken. Wenn wir diese Massnahmen rasch und konsequent umsetzen, dann werden sich die düsteren Wolken bald verziehen. Andernfalls werden wir finanzpolitisch noch lange im Regen stehen und auf Sonnenschein warten müssen.

Si nous mettons en oeuvre ces mesures rapidement et de manière conséquente, les nuages sombres se dissiperont bientôt. Dans le cas contraire, nous devons attendre encore longtemps avant que le soleil brille en matière de politique financière.

Ritter Markus (M-E, SG): Die Frage, die wir uns heute zu Beginn der Diskussion zum Budget 2024 stellen müssen, ist, wie man es geschafft hat, einen soliden Bundeshaushalt mit jährlichen strukturellen Überschüssen von 1 bis 2 Milliarden Franken, mit denen Schulden reduziert werden konnten, derart aus dem Gleichgewicht zu bringen. Dies gilt insbesondere auch mit Blick auf die kommenden Finanzplanjahre.

Während der Corona-Zeit konnte und musste das Parlament, das über die Budgethoheit verfügt, zusätzliche Ausgaben beschliessen, die ausserordentlich verbucht werden konnten und damit nicht den Restriktionen der Schuldenbremse unterlagen. Mit rund 30 Milliarden Franken wurden Massnahmen ergriffen und Härtefälle gemildert. In dieser Rolle war es in diesem Hause sehr vielen sehr wohl. Man konnte endlich ohne viele Restriktionen Gutes tun und helfen.

Und die zusätzlichen Schulden? Da hörte man oft den Ausspruch: "Nur ja keine Sorgen machen – mit den Negativzinsen fressen sich zusätzliche Schulden letztendlich selber auf, Punkt." Diese Nonchalance übertrug



sich auf die Kommissionsarbeit. Aus allen Richtungen kamen Kommissionsmotionen und parlamentarische Initiativen der Kommissionen mit Vorschlägen für neue oder erweiterte Bundesaufgaben mit entsprechenden Positionen im ordentlichen Haushalt. Man wollte nicht kleckern, Klotzen war angesagt. Gleichzeitig wurden Ideen gewälzt, um Steuern und Abgaben zu reduzieren. Konkrete Projekte wurden dazu bereits umgesetzt oder liegen in der Schublade.

Im Frühling 2022 begannen sich die Ausgangslage und die Aussichten für die Bundesfinanzen enorm einzutrüben. Die Aktivitäten in den Kommissionen wurden nicht etwa reduziert, nein, sie wurden beschleunigt, um die eigenen Anliegen noch mit entsprechenden Mehrheiten platzieren zu können. Hinzu kam der Angriffskrieg Russlands gegen die Ukraine mit den zusätzlichen Flüchtlingen, die aufgenommen werden mussten, und mit der Energie- und Lebensmittelkrise, die einen Teuerungsschub auslöste. Die Aktienkurse sanken, die Obligationen verloren gleichzeitig an Wert. Die Folge war, dass sich die Ausschüttungsreserve der Schweizerischen Nationalbank in Luft auflöste und damit die gerne gesehenen und budgetrelevanten Erträge aus den Gewinnen der Schweizerischen Nationalbank wegfielen.

Das Ganze kommt mir vor, wie wenn bei einer guten Milchkuh – nennen wir sie Flora – immer mehr Melker Hand anlegen wollen, gleichzeitig aber die Fütterung reduziert wird. Flora bekommt nun erste Anzeichen der Stoffwechselkrankheit Aceton. Es geht ihr immer schlechter. Es wäre wichtig, nun den Tierarzt zu rufen. Man versucht sich aber einzureden, dass Flora gar nicht krank ist. In unserem Fall will man lieber die Schuldenbremse aufweichen, d. h., noch stärker auf Pump zu leben. Beim Beispiel von Flora heisst das, den Fettabbau zu beschleunigen. Wohin das führt, weiss jede Bäuerin und jeder Bauer bestens: Das bringt eine Milchkuh in ernsthafte Gefahr. Nicht anders ist es bei unserem Bundeshaushalt.

Wir haben uns ein ordentliches strukturelles Defizit eingehandelt. Bei der anstehenden Budgetberatung für 2024 geht es darum, ein schuldenbremsenkonformes Budget zu beschliessen. Dazu liegen entsprechende Anträge Ihrer Finanzkommission mit einem strukturellen Überschuss von 9,6 Millionen Franken vor.

Die schwierigere Aufgabe kommt aber im Hinblick auf die Finanzplanjahre ab 2025. Wir müssen das Wachstum der Ausgaben im Bundeshaushalt begrenzen und den Einnahmen wieder Sorge tragen. Wir müssen wieder in den Bereich struktureller Überschüsse kommen, damit das Parlament den finanzpolitischen Handlungsspielraum zurückbekommt. Dazu braucht es die notwendige Disziplin: Neue Ausgaben oder Mindereinnahmen müssen im Finanzplan der kommenden Jahre beinhaltet sein oder Platz haben, aber solche neuen Ausgaben oder Mindereinnahmen sind konsequent gegenzufinanzieren. Diese Überlegungen müssen bereits bei dem für den Finanzplan wirksamen Beschluss getätigt werden und

AB 2023 N 2223 / BO 2023 N 2223

dürfen nicht auf eine spätere Budgetberatung verschoben werden.

Wenn der Bund von den Kantonen neue Aufgaben übernehmen soll, ist die Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen und damit auch der Verteilschlüssel bei den Einnahmen aus der direkten Bundessteuer anzupassen. Beiträge des Bundes, mit denen extern immer höhere Fonds geäufnet worden sind, sind zu überprüfen. Bei neuen Aufgaben für die Bundesverwaltung ist immer zu überprüfen, welche bisherigen Aufgaben reduziert werden können oder schon weggefallen sind, bevor neues Personal angestellt wird. Mit den Kantonen sind verstärkt Lösungen zu suchen, damit anerkannte Flüchtlinge und Flüchtlinge mit Schutzstatus S noch erfolgreicher in den Arbeitsmarkt integriert werden können. Hier sind die richtigen Anreize wichtig; dies ist zum Nutzen aller.

Es gibt viel zu tun. Die Budgethoheit liegt nicht etwa beim Bundesrat, sie liegt beim Parlament. Es ist wichtig, dass bei der Weichenstellung für das Budget 2025 in einer frühen Phase eine enge Zusammenarbeit zwischen Parlament und Bundesrat stattfindet.

Die Finanzpolitik wird die kommenden vier Jahre eines der zentralen Dossiers dieses Parlamentes sein. Wir müssen unseren Finanzhaushalt wieder in Ordnung und damit ins Gleichgewicht bringen. Die Mitte-Fraktion wird sich gerne aktiv und konstruktiv in diese Diskussionen einbringen.

Farinelli Alex (RL, TI): Progressivamente, dopo anni segnati dall'utilizzo di enormi spese straordinarie nell'ordine di decine di miliardi di franchi, che hanno fatto dimenticare quali siano i limiti costituzionali a cui si deve attenere il Parlamento, la politica finanziaria del nostro paese sta ritrovando una certa normalità. Dico una "certa normalità", perché in realtà, purtroppo, il preventivo 2024 è passato progressivamente da un esercizio politico – dove è necessario fare delle scelte e porre delle priorità – ad un esercizio contabile dove si cercano soluzioni per rispettare le regole sancite dalla nostra Costituzione e che rappresentano una necessaria base di stabilità per il nostro Stato.



Per il gruppo liberale-radicale è chiaro che non è possibile proseguire in questo modo. Infatti, è evidente a tutti, in particolare guardando i dati del piano finanziario, che anche senza considerare i possibili aumenti di spese o le minori entrate che potrebbero essere decise in futuro da questo Parlamento, è necessario un equilibrio, nei prossimi anni, di 2 a 3 miliardi di franchi all'anno. Si tratta di una cifra importante, considerato il fatto che può essere effettuata quasi solo sulle spalle delle spese debolmente legate – un esercizio di risparmio sei volte superiore a quello fatto quest'anno, con un taglio lineare del 2 per cento, pari a circa 460 milioni di franchi e che già sta mostrando i suoi limiti, in quanto il taglio lineare non è di principio la miglior decisione, essendo per definizione proprio una non scelta.

Per il gruppo liberale-radicale alcuni punti devono essere chiari: il primo punto è che il freno all'indebitamento non è negoziabile. Questo, perché senza uno strumento di disciplina finanziaria, inesorabilmente si andrebbe a compromettere la salute e la solidità del nostro Stato. Il passato ci ha mostrato quali sono le dinamiche che si possono avviare senza strumenti di questo tipo, andando poi a porre sulle generazioni future le non scelte, leggasi la mancata volontà della generazione attuale di fare scelte difficili.

Passiamo al secondo punto: fintanto che non si ritroverà un equilibrio finanziario, il principio da applicare dovrebbe essere quello di compensare o controfinanziare ogni nuova spesa. Bisogna inoltre rompere la dinamica per cui in ogni ambito si chiede l'intervento della Confederazione, in particolare quello finanziario. In uno Stato federale ogni livello istituzionale deve fare la sua parte, e quindi anche i cantoni sono chiamati ad assumersi le loro responsabilità.

A medio termine, questo è il terzo punto, deve essere ridotta, o quantomeno non più aumentata, la proporzione delle spese fortemente vincolate, oggi pari a circa il 65 per cento o due terzi del totale, in quanto è necessario preservare un certo margine di manovra politica a livello di decisioni parlamentari.

La legislatura che ci aspetta sarà sicuramente complicata dal profilo finanziario. Le decisioni importanti in questo ambito andranno prese in tempi brevi. Un compito che solo il Parlamento può e deve assumersi, perché la Costituzione e la legge federale sulle finanze lo prevedono.

Wettstein Felix (G, SO): Wir wissen es alle: Da wir hart an der Schuldenbremse entlangschrammen, vollführen wir allerhand Kapriolen. Damit die Mehrheit der Finanzkommission nebst dem Aufrüsten der Armee auch noch der Landwirtschaft weiter "zufuttern" kann, kürzt sie die Gelder bei der Sozialhilfe für Flüchtlinge. Ich frage Sie: Was ist das für ein Signal? Was ist das für ein Land? Ich finde, wir müssten uns schämen.

Doch es geht im gleichen Stil weiter: Da legen die Konferenz der kantonalen Verkehrsdirektorinnen und -direktoren und ebenso unsere Sachbereichskommission KVF dar, wofür der regionale Personenverkehr die Mittel dringend braucht, wenn die Verlagerungsziele erreicht werden sollen. Die Mehrheit der FK verweigert sich diesen Geldern, ganz anders als bei den Herdenschutzmassnahmen, wo alle Klagen immer sofort erhört werden. Die Konferenz der kantonalen Sicherheitsdirektorinnen und -direktoren verweist besorgt und begründet auf die zunehmenden antisemitisch und islamophob motivierten Gewalttaten. Doch der Kredit, um die Sicherheit von religiösen Minderheiten zu wahren, wird verweigert. Es braucht im Budget schliesslich noch Platz für die Absatzförderung von Wein.

Et ce n'est pas tout: la majorité de la commission supprime entièrement les moyens destinés au Fonds de développement régional et au Fonds suisse pour le paysage. Elle n'a pas écouté la proposition de notre Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) d'adapter au renchérissement la contribution financière du domaine des EPF. Elle ne veut pas renoncer à l'utilisation de la tondeuse à gazon pour la promotion de la lecture.

En résumé, les décisions de la majorité de la Commission des finances représentent à nos yeux une fixation des priorités très discutable, qui favorise également les clichés et attise les ressentiments.

Uns von der grünen Fraktion wird ja oft vorgeworfen, wir würden zu jenen gehören, die das Geld zum Fenster hinauswerfen wollten. Doch dieser Vorwurf ist definitiv fehl am Platz. Ich habe nachgerechnet, wie ein Budget im Vergleich zur Bundesratsvorlage aussehen würde, in dem sämtliche von uns eingebrachten oder unterstützten Änderungen angenommen würden. Es wäre ein Budget, das um 66 Millionen Franken besser dastehen würde als der bundesrätliche Entwurf. Wenn wir die landwirtschaftlichen Direktzahlungen nur um den kleineren Betrag erhöhen würden, wie das die Kommission des Ständerates wollte, dann wäre unser Budget sogar um 93 Millionen Franken besser als jenes des Bundesrates.

Stellen wir diese Budgetvorlage doch in einen etwas grösseren Zusammenhang: Noch bis vor zwei Jahren waren wir sicher, dass die Nationalbank pro Jahr mindestens 2 Milliarden Franken zu verteilen hat, davon ein Drittel, das heisst 667 Millionen Franken, an den Bund. Davon sind wir noch im vorletzten mehrjährigen Finanz- und Investitionsplan ausgegangen. Dann kam der Entscheid, das Rüstungsbudget innert weniger Jahre massiv aufzustocken, nämlich von 5,5 auf sagenhafte 9,5 Milliarden Franken. Dies erfolgt in einer Zeit, in der die



gebundenen Ausgaben, namentlich in den Sozialwerken, gut planbar zunehmen und in der wir Kreditreste produzieren sollten, um die milliardenschweren Corona-Schulden abzutragen. Dies erfolgt in einer Zeit, in der es von der Nationalbank ziemlich sicher auch in näherer Zukunft nichts zu erwarten gibt. Wie, so frage ich Sie, soll so etwas ohne Erhöhung auf der Einnahmenseite möglich sein – mit Hokuspokus? Da müsste man den Verdacht auf finanzpolitische Naivität aber definitiv auf andere Sektoren dieses Saals lenken.

Nous, les Verts, demandons que les conseils reviennent sur la décision concernant l'automatisme du réarmement militaire. Vous devez y revenir. C'est nous qui avons fait les propositions. Il est bon de parler de sécurité. Nous, les Verts, voulons plus de sécurité pour notre pays. Nous voulons que notre

AB 2023 N 2224 / BO 2023 N 2224

pays s'engage de manière beaucoup plus déterminée là où notre sécurité est réellement menacée.

Ein Land mit gesunden Böden, gesundem Wasser, gesunder Luft und giffreien Nahrungsmitteln ist ein sicheres Land. Ein Land, das im Rahmen seiner Energiepolitik in fossilfreie Erneuerbare investiert und sich damit von den Importen fossiler Energien unabhängig macht, ist ein sicheres Land. Ein Land ohne grosse Schere zwischen Arm und Reich ist ein sicheres Land. Ein Land, das auf Friedensexport spezialisiert ist, ja darin vielleicht sogar Weltmeister ist, ist ein sicheres Land. Das Beste daran: Das alles bekommen wir deutlich günstiger als die Rüstungsgüter.

Abschliessen möchte ich mit einem Ausblick: Wir müssen die Schuldenbremse künftig neu denken. Es ist falsch, die Schuldengrenze als absoluten Betrag zu verstehen. Wir müssen dazu übergehen, die Schuldenquote zum Massstab zu machen. Faktisch reduzieren wir mit dem heutigen System den Schuldenstand laufend, und dies ganz ohne Not. Im internationalen Vergleich hat die Schweiz eine extrem tiefe Verschuldung. Wer nun findet, das sei doch erfreulich, muss auch die andere Seite der Gleichung betrachten: Wer keine "Schuldenbalance" anpeilt, sondern einen ständigen Schuldenabbau, produziert einen Rückstau bei den Investitionen. Er vergisst, den externalen Nutzen des staatlichen Handelns in die Betrachtung aufzunehmen.

Ob die grüne Fraktion dem Voranschlag 2024 am Schluss zustimmen kann oder nicht, hängt vom Ergebnis der weiteren Beratung ab. Bisher ist es eindeutig nicht unser Budget. Bei den Spezialfinanzierungen sowie beim Nachtrag II zum laufenden Jahr sind wir ohne Einwände dabei.

Bäumle Martin (GL, ZH): Die Bundesfinanzen sind noch im Lot. Wir haben gute Jahre mit guten Erträgen hinter uns, unter anderem auch dank der dynamischen Entwicklung der Wirtschaft und dank dynamischer Steuerumsetzungen wie den Unternehmenssteuerreformen. Wir hoffen auch, dass die OECD-Mindestbesteuerung weitere positive dynamische Effekte haben wird. Darum sind aber die Begehrlichkeiten an die Budgets auf allen Seiten gewachsen. Es ging uns ja gut.

Die Zukunft wird aber schwieriger werden. Die Verwerfungen in der Welt, in Europa, aber auch die Herausforderungen für die Schweiz werden uns kosten, und die Erträge werden möglicherweise etwas zurückgehen. Das Schöne ist: Wir hatten eine sehr krisenfeste Ausgangslage vor der Pandemie, und wir haben heute noch eine sehr vertretbare Ausgangslage. So ist die Schuldenquote zwar wegen der Pandemie in den letzten zwei Jahren explodiert, aber dank einer langjährigen Stabilisierung können wir dies verkraften. Die Schuldenbremse ist ein Schlüssel für diese solide Finanzpolitik. Wir sollten uns also davor hüten, sie zu stark anzutasten, denn sie diszipliniert Verwaltung, Bundesrat und das Parlament.

Wir hatten eine Pandemie, die uns viel gekostet hat. Dank einer guten Ausgangslage waren wir in der Lage, dies auf wahrscheinlich weltweit fast einzigartige Weise zu meistern. Wir haben zwar das Amortisationskonto belastet, aber wir werden einen Ausweg finden. Auch der Ukraine-Krieg wird uns belasten, nicht nur aktuell mit der Teuerung, dem Zins und den Flüchtlingen, die kosten; der Wiederaufbau der Ukraine wird auch uns kosten, da werden wir uns beteiligen müssen, und je länger dieser Krieg dauert, desto teurer wird dieser Wiederaufbau werden.

Wir hatten auch den Axpo-Rettungsschirm, der als Risiko auf uns zugekommen ist. Das Resultat ist, dass wir mit einer Risikoprämie eigentlich Geld verdient haben. Trotzdem wollen wir solche Ereignisse nicht laufend sehen. Auch das CS-Debakel bringt dem Bund am Ende mit einer Risikoprämie Geld ein. Aber auch das ist nicht gut: Es ist nicht gut, wenn wir mit Risikoprämien Geld verdienen, weil die Privatwirtschaft versagt.

Wir müssen auch aufpassen, dass wir nicht immer mehr ordentliche in ausserordentliche Ausgaben verschieben. Damit müssen wir sorgfältig umgehen, auch die SNB. Der Präsident hat es einmal so gesagt: Auf die Frage, was er budgetieren müsse, um die richtige Budgetzahl zu haben, hat er gesagt: null. Wenn etwas kommt, ist es schön. Das wäre eigentlich richtig.

Die Herausforderungen der Zukunft werden auch die Schweizer Finanzen belasten. Klimawandel, Versorgungssicherheit: Das wird Investitionen erfordern, die wir tragen müssen. Mit der gesellschaftlichen Entwick-



lung werden Kosten in den Bereichen Alter, Gesundheit, Pflege auf uns zukommen, die wir finanzieren müssen. Die Vereinbarkeit von Familie und Beruf kostet Investitionen. Auch die Sicherheit ist ein Thema; wir können sie nicht gratis haben.

Zum konkreten Budget: Eigentlich hätten wir auch den Entwurf des Bundesrates eins zu eins übernehmen können; darin war eine Opfersymmetrie enthalten. Doch haben natürlich alle Seiten ihre Steckenpferde in diesem Budget geritten. So werden auch die Grünliberalen mit Minderheiten in den einzelnen Blöcken klar Prioritäten setzen, wo wir etwas mehr oder etwas weniger wachstumsdämpfend eingreifen wollen. Es wird aber darum gehen, auch in der Zukunft – und es wird nicht leicht, das Budget 2024 ist noch ein Spaziergang – das Ausgabenwachstum stärker zu dämpfen. Es geht nicht primär um Kürzungen, sondern wir müssen einmal primär das Ausgabenwachstum dämpfen; das muss hier wieder mal gesagt werden.

Wir müssen lernen, Prioritäten zu setzen. Das ist schwierig, weil wir alle unterschiedliche Prioritäten haben. Wir müssen darum auch über Opfersymmetrien reden, denn wenn hier jeder nur seine Prioritäten setzt, dann werden wir am Ende einfach mehr Geld ausgeben. Auch die Personalentwicklung darf kein Tabu sein. Geld wächst nicht auf den Bäumen, die Schuldenbremse darf nicht aufgeweicht werden, und die Unabhängigkeit der SNB muss gewahrt bleiben.

Die grünliberale Fraktion wird am Ende einem Budget zustimmen, das unsere Prioritäten mehr oder weniger genügend abdeckt und das die Schuldenbremse und damit auch den Ausgabenplafond einhält.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): En préambule, je dois dire que le groupe socialiste est déçu par le budget déséquilibré qui a été présenté et accepté par la Commission des finances. Le Conseil fédéral a proposé une réduction linéaire de 2 pour cent des dépenses faiblement liées, à l'exception de l'armée, qui a même obtenu une augmentation de 300 millions de francs. Cette dernière n'a donc pas été oubliée, contrairement à ce qu'a dit un de mes préopinants.

Il faut rappeler que depuis l'introduction du frein à l'endettement, la Confédération a accumulé des excédents structurels de plus de 20 milliards de francs. Actuellement, 21,9 milliards de francs se trouvent sur le compte de compensation. A noter qu'au moment de l'introduction du frein à l'endettement, ce dernier devait servir à stabiliser la dette, alors qu'actuellement, il sert à sa diminution, car le mécanisme a été renforcé par le Parlement. Les excédents structurels ne peuvent donc pas être utilisés pour les dépenses futures, ce qui est dommageable étant donné les besoins qui se font sentir. Il faut aussi mentionner le fait que la Suisse est l'un des pays les moins endettés de l'OCDE. Les recettes sont systématiquement sous-estimées et les dépenses souvent inférieures aux prévisions.

Le groupe socialiste pense qu'il est indispensable de travailler sur les recettes afin d'augmenter la marge de manoeuvre de la Confédération. Nous sommes en effet confrontés à de grands défis qui nécessitent des moyens. La situation internationale est très instable et exigera de poursuivre des efforts en matière d'accueil, non seulement pour les réfugiés venant d'Ukraine, mais pour les ressortissants d'autres pays en conflit, notamment les femmes afghanes.

Il faut mentionner un point positif, à savoir la décision de déposer une motion de commission en vue de la création d'un fonds pour la reconstruction de l'Ukraine. Le montant mis à disposition doit être comptabilisé à titre extraordinaire et ne doit pas être imputé au budget ordinaire de la coopération internationale. Parmi les besoins, rappelons les problèmes liés à l'augmentation des primes d'assurance-maladie, à la crise climatique, à la transition énergétique, aux besoins en personnel dans de nombreux domaines, dont les soins, et à la nécessité de renforcer le soutien aux crèches.

Pour toute réponse, le Conseil fédéral a donc décidé de diminuer les dépenses faiblement liées de 2 pour cent dans

AB 2023 N 2225 / BO 2023 N 2225

tous les départements. Bien que nous désapprouvions ces coupes, nous avons renoncé à toutes les contester et nous sommes concentrés sur quelques domaines, notamment l'aide au développement, le soutien à la formation et à la recherche, le trafic régional des voyageurs et l'extension de la protection de la nature afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Nous avons quand même eu la satisfaction de voir la majorité de la commission maintenir les 23 millions de francs de contribution en faveur de certains Etats membres de l'Union européenne. De même, la commission a refusé de couper dans les postes des fonctionnaires chargés de contrôler les rentrées de la TVA et même d'augmenter un peu cette position. Pour une fois, nous avons discuté de l'importance de renforcer les rentrées fiscales, et non pas seulement des baisses d'impôts. Mais nous déplorons les économies dans le domaine de la migration. En effet, une proposition qui a été acceptée a pour but de réduire de 30 millions de francs



les indemnités versées au canton au titre de l'aide sociale destinée aux requérants d'asile, aux personnes admises à titre provisoire et aux réfugiés. Ce sont de fausses économies. On ne peut pas d'un côté se plaindre du manque d'intégration des personnes arrivées dans notre pays pour y trouver refuge et en même temps refuser de contribuer à les soutenir. De plus, la diminution proposée pénalise les personnes vivant dans une grande précarité. Dans le domaine du transport régional de voyageurs, il y a lieu de s'inquiéter des coupes qui ont été votées par la majorité de la commission. Les cantons et l'Office fédéral des transports ont accepté de participer aux efforts d'économie, notamment en réduisant temporairement les apports aux fonds d'infrastructures ferroviaires. Néanmoins, il manquera 55 millions de francs dans le domaine du transport régional de voyageurs. La Suisse romande est déjà le parent pauvre du secteur et risque d'être touchée encore plus négativement par cette décision.

En revanche, la majorité de la commission a prévu d'aider largement le secteur de l'agriculture en augmentant les paiements directs à hauteur de 54,8 millions de francs, sans compter le soutien au vin suisse et à la protection des troupeaux, pour un montant total de presque 70 millions de francs. Quand tout le monde est censé se serrer la ceinture, certains sont donc plus égaux que d'autres. Les mêmes qui ont proposé de baisser les montants liés à la recherche, à l'aide aux réfugiés et à la coopération avec l'Union européenne, sous prétexte que tout le monde doit faire un effort, ont décidé de se soustraire à ce principe. Enfin, le panorama ne serait pas complet si l'on passait sous silence le soutien massif que ce Parlement accorde à l'armée.

L'armée est la seule à ne pas être touchée par la réduction transversale de 2 pour cent. Dans le camp bourgeois, on prétend que la Suisse doit s'armer lourdement pour faire face à d'éventuelles attaques. Le groupe socialiste pense, au contraire, qu'il est un peu simpliste de penser que, plus on s'armera et plus on sera à l'abri. Pour nous, la sécurité est avant tout la possibilité pour chaque personne dans ce pays de vivre dignement, de se loger décemment, avec des loyers accessibles, d'être soignée correctement, de protéger la nature et la biodiversité et de lutter contre le réchauffement climatique. Tous ces domaines exigent des investissements importants, qui bénéficieront directement à la population et garantiront la cohésion sociale.

La délégation socialiste s'est engagée en faveur d'un budget durable. Il s'agit de poursuivre l'aide au développement, afin de maintenir notre tradition humanitaire, d'augmenter les recettes fiscales, en l'occurrence celles de la TVA, de maintenir des relations stables avec l'Union européenne, avec la part du milliard de cohésion négociée, de garantir la protection de la nature, le renforcement des transports publics, et de promouvoir l'égalité des chances dans la formation.

Nous saluons la décision du Conseil des Etats de concrétiser les deux motions Maret Marianne 21.4418 et Funiciello 21.4471 pour les campagnes de prévention contre la violence faite aux femmes, en allouant un montant de 9,3 millions de francs pour les années 2025 à 2027. Cette augmentation est justifiée par l'urgence de combattre les violences domestiques et sexuelles, dont les chiffres doivent fortement nous inquiéter. On relève un féminicide toutes les deux semaines en Suisse, et 50 cas de violence dénoncés par jour, sans compter les cas qui ne sont pas annoncés. J'ose espérer que notre conseil suivra le Conseil des Etats dans cette proposition.

Enfin, le groupe socialiste critique le frein à l'endettement restrictif qui nous empêche d'utiliser les excédents des années précédentes pour des investissements futurs. Nous proposons un fonds d'avenir, et un mécanisme qui vise à stabiliser la dette plutôt que de la réduire quand cela n'est pas nécessaire. Au lieu d'une doxa budgétaire d'austérité, nous prôtons une politique d'investissements visant à préserver le pouvoir d'achat de la population et à répondre à ses besoins. Nous en avons les moyens.

En commission, les socialistes se sont abstenus, et suivant le cours des débats, nous pourrions refuser le budget.

Wyss Sarah (S, BS): Die heutigen Zeiten sind herausfordernd: steigende Mieten, Krankenkassenprämien, die Kaufkraft der Menschen, die leidet. Der Klimawandel bedroht nicht nur die Natur, sondern auch die Menschen, seien es Hitzetote in Städten, Überschwemmungen oder zunehmende Naturkatastrophen. Kriege und Krisen in Europa und auf anderen Kontinenten hinterlassen Verletzte, Tote, aber auch viele flüchtende Menschen.

Sie fragen sich vielleicht, was das alles mit dem Voranschlag zu tun hat. Es ist sehr viel. Denn mit unserer Finanzpolitik begegnen wir den Herausforderungen unserer Zeit. Staatseinnahmen und Staatsausgaben sind kein Selbstzweck. Es sind Leistungen für die Allgemeinheit, für die Menschen, welche wir besser gemeinsam tragen und erbringen können.

Der Handlungsspielraum im Voranschlag und im Finanzplan wird enger, aber die Lage ist noch nicht besorgniserregend. Es wäre aber unverantwortlich, den finanziellen Handlungsspielraum des Bundes weiter kleiner zu halten. Steuersenkungen für wenige, wie sie beispielsweise mit der Abschaffung der Industriezölle von der Mehrheit hier im Rat beschlossen wurden, kosten uns jährlich 700 Millionen Franken. Dies oder der Versuch



der Senkung der Stempelsteuer: Das alles schadet der Schweiz. Wir müssen Sorge tragen zu den wichtigen Einnahmen, um gemeinsam die Zukunft prästieren zu können. Für die SP-Fraktion ist klar, dass künftige Steuerreformen kostenneutral umgesetzt werden müssen.

Ich war schon ein bisschen erstaunt, als ich meine Vorvotantinnen und – nein, es waren nur Männer – Vorvotanten gehört habe. Die einseitige und unnötige Ad-hoc-Erhöhung der Armeeausgaben brachte uns in dieses finanzielle Ungleichgewicht. Darauf folgte eine vom Bundesrat beschlossene zweiprozentige Kürzung aller Ausgaben, mit Ausnahme der Armeeausgaben. Was tat die Finanzkommission? Sie bemerkte den Fehler, und sie bemerkte, dass es eben doch wehtut, wenn um 2 Prozent gekürzt wird. Ich zitiere hier gerne den britischen Schriftsteller und Diplomaten Lawrence Durrell: "Unter Politik verstehen manche Leute die Kunst, Brände zu löschen, die sie selbst gelegt haben." Die Kommission machte dann also die 2-Prozent-Kürzung für die Landwirtschaft wieder rückgängig, und weil sie dann gemerkt hat: "Och, wir halten unsere eigene restriktive Schuldenbremse nicht ein", hat sie Rückkommen beschlossen und gesagt: "Ja, dann sparen wir bei der Integration von Flüchtlingen und beim Regionalverkehr!"

Das ist nicht unsere Finanzpolitik. Wir setzen uns ein für eine nachhaltige Finanzpolitik auf der Einnahmenseite, aber auch auf der Ausgabenseite. Dazu gehört es, Schwerpunkte zu setzen: die Kaufkraft stärken, den Service public stärken, den Klimawandel und dessen Konsequenzen bekämpfen, die Gleichstellung vorantreiben, die internationale Verantwortung wahrnehmen und die Solidarität zum Wohle aller Menschen garantieren.

Nun kommen wir noch zu einem Elefanten im Raum, nämlich zur Schuldenbremse. In der Schweiz ist die Nettoschuldenquote während zwanzig Jahren bis 2019 gesunken. Bei der Verfassungsabstimmung vor zwanzig Jahren lautete das Ziel, die Schulden zu stabilisieren. Doch dieses Ziel wurde verfehlt. Schuld daran ist die Ausgestaltung der Schuldenbremse. Sie ist asymmetrisch, und sie ist

AB 2023 N 2226 / BO 2023 N 2226

nicht wachstumsorientiert. Weshalb ist das ein Problem? Die Überschüsse von über 25 Milliarden Franken der bis 2020 hier im Hause bewilligten Kredite dürfen nicht für Zukunftsinvestitionen genutzt werden. Ganz im Gegensatz zu den Defiziten: Diese müssen – das gehört auch dazu – kompensiert werden. Das mit dem bekannten Zitat "Spare in der Zeit, so hast du in der Not" formulierte Ziel wird also mit der heutigen Ausgestaltung der Schuldenbremse nicht erreicht werden können.

Kommen wir zum zweiten Problem der Schuldenbremse. Die Schuldenbremse berücksichtigt die Konjunktur und die Wirtschaft ungenügend. Wir brauchen eine wachstumsorientierte Schuldenbremse oder eben eine Stabilisierung der Nettoschuldenquote. Der Verfassungsartikel der Schuldenbremse feiert, Sie wissen das, in diesem Jahr sein zwanzigjähriges Jubiläum. Er hat Geburtstag. Ich schlage Ihnen vor, dass wir ihm ein kleines "Geburtstagsgeschenkli" machen: Gestalten wir die Schuldenbremse zeitgemäss aus. Heute werden wir nicht die Gelegenheit dazu haben, aber spätestens dann, wenn die entsprechende Motion in der nächsten oder übernächsten Session kommt. Im Übrigen ist die Einsicht, dass die Ausgestaltung der Schuldenbremse Investitionen, die als wichtig erachtet werden – da kann man unterschiedlicher Meinung sein –, nicht verhindern darf, längst nicht nur eine linke Interpretation. Die Motion Salzmann – ich glaube, er gehört der SVP-Fraktion an – fordert nämlich eine Erhöhung der Armeeausgaben, und dies ausserhalb der Schuldenbremse. Der Ständerat hat die Beratung der Motion momentan noch vertagt, aber wir werden sicherlich die Gelegenheit haben, über den Sinn und Unsinn der heutigen Ausgestaltung der Schuldenbremse zu diskutieren.

Ja, das ist nicht unser Budget; ich habe es gesagt. Die Kürzung um 2 Prozent über alle Departemente hinweg tut weh. Sie sehen das, Sie bekommen jeden Tag Briefe – Briefe von Bauern, Briefe von Organisationen, die spüren, was eine zweiprozentige Kürzung bedeutet. Wir haben uns bei unseren Anträgen darauf fokussiert, einige dieser Kürzungen rückgängig zu machen respektive Schwerpunkte zu setzen. Wenn Sie unseren Minderheitsanträgen zustimmen – ja, wir waren meistens in der Minderheit –, dann können Sie heute ein schuldenbremsenkonformes Budget verabschieden. Es wird finanziert durch die Reduktion der Armeeausgaben respektive die Nichterhöhung um 300 Millionen Franken.

Unser Schwerpunkt, ich sage das noch kurz, liegt für das Bundesbudget ganz klar auf dem Bereich der Entwicklungshilfe. Die Schweiz hat nämlich nicht nur eine humanitäre Tradition, sondern es ist auch wirtschaftlich sinnvoll, in anderen Ländern in den Aufbau zu investieren und die Fluchtgründe zu bekämpfen. Im Bereich der Steuereinnahmen ist es wichtig, dass die Steuern, die wir bereits beschlossen haben, auch bezahlt werden. Ein Beispiel ist die Kontrolle der Mehrwertsteuer. Im Bereich des Umwelt- und Naturschutzes – das ist unsere wichtige Lebensgrundlage – müssen wir für die Zukunft investieren. Dazu gehört ein guter ÖV, auch in den Randregionen. Die Forschung und die Bildung sind ein bisschen das "Gold" der Schweiz. Wir müssen achten, dass wir dieses "Gold" nicht verscherbeln. Zu den einzelnen Anträgen nehmen wir dann in den sechs Blöcken Stellung.



Es kommen weitere grosse Herausforderungen auf uns zu. Wir müssen für die Zukunft fit sein und entsprechende Investitionen gemeinsam mit den Kantonen – ja, die Kantone können sich nicht aus der Verantwortung stehlen – tätigen. Aber der Voranschlag, der heute vorliegt, ist, je nachdem, was Sie entscheiden, definitiv nicht die Finanzpolitik, die die SP-Fraktion unterstützt. Wie es meine Vorrednerin gesagt hat, haben wir uns in der Finanzkommission als SP-Delegation enthalten und werden, je nach Debatte, dieses Budget nicht unterstützen.

Nun bleibt mir noch ein ganz netter Part, und zwar die Danksagung. Der Dank geht an alle Mitarbeitenden der Verwaltung, welche tagtäglich für den Bund, für die Menschen, für uns alle Leistungen erbringen. Ein besonderer Dank geht an das Sekretariat der Finanzkommission, welches uns unermüdlich unterstützt, und natürlich an die Eidgenössische Finanzverwaltung und die Departementsvorsteherin, Frau Karin Keller-Sutter, für die Zusammenarbeit. Besten Dank.

Götte Michael (V, SG): Wir alle stehen heute vor der Herausforderung, ein Budget zu verabschieden, das den verfassungsrechtlichen Vorgaben entspricht. Diese sind klar formuliert. Im Jahre 2001 hat das Schweizervolk die Schuldenbremse mit einem eindeutigen Ja-Anteil von 85 Prozent der Wählenden angenommen. Nicht weniger eindrücklich ist der Erfolg der Schuldenbremse: Die Staatsschulden konnten von 124 Milliarden Franken im Jahr 2003 auf 97 Milliarden Franken vor der Covid-19-Pandemie gesenkt werden.

Allerdings war die Schuldenbremse nie eine Ausgabenbremse. Seit ihrer Einführung hat sich das Volumen des Bundeshaushaltes von 50 Milliarden Franken auf 80 Milliarden Franken ausgedehnt – ein Plus von 60 Prozent. Möglich wurde dieses ungebremste Wachstum, weil die Einnahmen des Bundes stärker gewachsen sind als die Wirtschaft. Jedes Prozent mehr Wirtschaftsleistung führt zu um 1,15 Prozent höheren Steuereinnahmen. Der Erfolg der Schuldenbremse ist der Erfolg der florierenden Wirtschaft.

Auch bei den Investitionen mussten wir uns nie zurückhalten. Die Investitionsquote ist in der Langzeitbetrachtung stabil, in der Tendenz sogar leicht ansteigend. Auch die Bildungsausgaben sind jedes Jahr im Durchschnitt um 3 Prozent gewachsen, die Ausgaben für Soziales sogar um 4 Prozent – eine Tatsache, die in einem merkwürdigen Widerspruch zum immer wieder von links beklagten Totsparen des Staates steht.

Effektiv gespart wurde einzig bei der Landesverteidigung, dies als Folge einer falschen Beurteilung der Weltlage. Heute stehen wir in der Pflicht, dieses Versagen zu korrigieren und unserer Armee diejenigen Mittel zur Verfügung zu stellen, die sie für die Erfüllung ihres Auftrags braucht. Dies sind wir nicht nur unserem Land, sondern ganz besonders den Angehörigen der Armee schuldig, die heute ihre Zeit und, im Krisenfall, ihr Leben in den Dienst unseres Landes stellen. Aus Sicht der SVP ist es unhaltbar, wenn die Sicherheit der Armeegehörigen irgendwelchen Wohlfühlaktionen geopfert wird.

Heute stehen wir vor der schwierigen Herausforderung, die Schuldenbremse mit einer Ausgabenbremse verbinden zu müssen. Die prognostizierten Ausgaben, insbesondere in der Altersvorsorge, im Flüchtlingswesen und in der Armee, lassen sich nicht mehr mit Mehreinnahmen finanzieren. In dieser Situation ist es wichtig, sich immer wieder vor Augen zu halten, weshalb wir hier sind. Wir alle sind Volksvertreterinnen und Volksvertreter, gewählt durch die Schweizer Stimmbürgerinnen und Stimmbürger. Unsere Verantwortung als Volksvertreter ist es, das Volk zu vertreten – und nicht unsere eigenen Interessen als Parlamentarierinnen und Parlamentarier, auch nicht die Interessen der Verwaltung oder die Interessen irgendwelcher ausländischer Organisationen. Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei wird sich deshalb mit zahlreichen Minderheitsanträgen an der Budgetdiskussion beteiligen. Immer geht es darum, die Interessen des Schweizervolkes und ganz besonders der arbeitenden Bevölkerung zu wahren.

Dazu gehört erstens die Forderung nach einem Schlankheitsprogramm für die Bundesverwaltung. Heute werden in der Bundesverwaltung Löhne bezahlt, die in Verbindung mit den Nebenleistungen deutlich über den vergleichbaren Löhnen in der Privatwirtschaft liegen. Dies gilt nicht nur für die angeblich Hochqualifizierten, die immer genannt werden, sondern ganz besonders auch für die Beschäftigten in einer tieferen Lohnklasse. KMU können da nicht mehr mithalten. Sie bezahlen die Zeche zweifach, als Steuerzahlende und als Arbeitgebende. Die SVP fordert deshalb, dass alle generellen Lohnmassnahmen gestrichen werden.

Im Vergleich dazu ist das Sparpotenzial bei den Ausgaben der Parlamentsdienste und den Sitzungsgeldern bescheiden. Hier geht es um etwas anderes. Es kann doch nicht sein, dass wir vom Sparen sprechen und unsere eigenen Bezüge erhöhen.

Die Interessen des Volkes zu vertreten heisst zweitens, die vom Schweizervolk und den Schweizer Unternehmen bezahlten Steuergelder bei finanzpolitischen Zielkonflikten in der Schweiz auszugeben. Die SVP fordert deshalb deutliche Kürzungen im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit, bei den Beiträgen an multinationale Organisationen, bei Zahlungen an EU-Mitgliedstaaten und an

**AB 2023 N 2227 / BO 2023 N 2227**

Menschenrechtsinstitutionen, dies nicht zuletzt mit Blick auf die internationale Entwicklung. Man braucht kein Schwarzmalerei zu sein, um festzustellen, dass man mit all diesen Ausgaben in der Vergangenheit nicht in der Lage war, die internationale Entwicklung zu verbessern, im Gegenteil: Weltweit stolpert man von Krise zu Krise.

Drittens müssen wir auch bei der Kultur zurück zu den Schweizer Tugenden. Die Verantwortung für das Kulturschaffen liegt in erster Linie bei den Kulturschaffenden selbst. Ergänzend sind es die Kantone und die Gemeinden, die das Schaffen vor Ort unterstützen. Die Kultur lebt von der Vielfalt und nicht von einem nationalen Kulturministerium.

Viertens braucht es deutliche Einsparungen im Bereich des Asylwesens. Die Linke beklagt regelmässig den Kaufkraftverlust der Bevölkerung. Gleichzeitig fordert und fördert sie die Umverteilung von der arbeitenden Bevölkerung zu Migranten, die von Sozialleistungen leben und grossmehrheitlich keinen Anspruch auf Asyl haben. Fragwürdiger geht es nicht.

Die SVP fordert, dass wir ein Budget verabschieden, das die Interessen des Schweizervolkes widerspiegelt. Gleichzeitig ist es an uns, dass wir uns am Verhalten des Volkes orientieren. Eine Familie, die ihre Ferien plant, wird sehr genau überlegen, wie viel Geld sie zur Verfügung hat und wofür sie dieses ausgibt. Sie wird ihre Pläne ihren finanziellen Möglichkeiten anpassen. Statt ins Ferienresort in Griechenland geht es dann möglicherweise auf den Campingplatz in Tenero. Die Frage ist nicht, ob man Ferien macht, sondern, was man sich leisten kann.

Vergleichbares gilt für die Minderheitsanträge vonseiten der SVP-Fraktion. Zahlreiche unserer Anträge fordern die Plafonierung von Staatsausgaben. Parlament und Verwaltung sollen für diese Bereiche ein klares Kostendach verabschieden, innerhalb welchem Geld ausgegeben wird. Wir fordern nicht, die Entwicklungshilfe zu streichen. Nach unserer Überzeugung müssen diese Ausgaben aber bei 2 Milliarden Franken plafoniert werden. Diese Plafonierung zwingt uns alle, zwischen "must have" und "nice to have" zu unterscheiden – vergleichbar mit dem Vorgehen der verantwortungsvollen Einwohnerinnen und Einwohner dieses Landes.

Trede Aline (G, BE): Sie haben gesagt, dass Sie ein Schlankheitsprogramm für die Verwaltung fordern. Ist Ihnen bewusst, dass über ein Drittel der Personen, die in der Verwaltung arbeiten, im VBS angestellt ist, dass Sie hier keine Minderheitsanträge für Kürzungen beim VBS unterstützen und dass das VBS von den Querschnittsparamassnahmen, die für alle anderen gelten, ausgenommen ist? Wie geht das zusammen?

Götte Michael (V, SG): Ich habe klar erläutert, dass wir beim VBS generell und somit auch im Bereich der Sicherheit in den letzten Jahren die grössten Einsparungen gemacht haben. Dafür müssen wir jetzt bezahlen. Grund dafür ist, dass wir die weltpolitische Sicherheitslage falsch eingeschätzt haben. Jetzt ist uns klar geworden, dass der ewige Friede leider nicht eingetreten ist. Aus diesem Grund müssen wir in die Sicherheit investieren. Dies begründet die klare Ausnahme für das VBS.

Bregy Philipp Matthias (M-E, VS): Eines ist klar, auch wenn wir beim Budget sind: Diese Rechnung kann auf Dauer nicht aufgehen. Damit ist klar, dass nicht jeder parlamentarische Wunsch erfüllbar und realisierbar ist – Adventszeit hin oder her. Wir dürfen aber auch nicht vergessen, dass die Präsentation eines schuldenbremsenkonformen Budgets nicht primär Aufgabe dieses Rates und auch nicht des Ständerates, sondern typischerweise eine Regierungsaufgabe ist. Zur Regierungsaufgabe würde auch gehören, dass der Bundesrat dem Parlament einen gewissen Spielraum lässt, um Akzente zu setzen. Für 2024 ist das nicht der Fall, und für die Folgejahre scheint es nicht besser zu werden. Das ist keine gute Entwicklung, denn es muss dem Parlament möglich sein, eigene Akzente zu setzen. Wenn man das Budget anschaut, wird man irgendwie das Gefühl nicht los, dass man bei Landwirtschaft, Regionalverkehr und Regionalpolitik leichthin keine Erhöhungen gemacht respektive sogar Kürzungen vorgenommen hat; das alles sind Themen, die den Zusammenhalt unseres Landes garantieren – Themen, für die sich die Mitte einsetzt. Das kann es nicht sein.

Der Ständerat hat bereits erste Korrekturen gemacht, und es werden weitere Korrekturen notwendig sein. Hätten wir den Spielraum, wäre dies viel einfacher, und es wäre richtig.

Nicht zielführend ist aber die Diskussion über die Aufhebung der Schuldenbremse. Ich bin mir bewusst, dass die Schuldenbremse eine Selbstbeschneidung des Parlamentes ist; wir haben uns Regeln auferlegt, die wehtun. Aber schauen Sie sich einmal die Wunschliste an! Hätten wir diese Selbstbeschneidung nicht, wären Bundesrat und Parlament nicht in der Lage, die Finanzen im Griff zu behalten. Hätten wir diese Selbstbeschneidung nicht, wären wir übrigens nicht in der Lage gewesen, in der Corona-Pandemie kurzfristig viel Geld lockerzumachen und so in Europa die Krise wohl am besten zu überstehen.



Für die Mitte ist klar: Die Schuldenbremse ist wichtig und richtig, und es gilt, sie einzuhalten. Wir werden bereits in dieser ersten Runde der Budgetberatungen alles daransetzen, dass die Schuldenbremse eingehalten werden kann. Ob das schlussendlich dann durch weitere Kürzungen, sofern dieses Parlament das Budget massiv aufladen sollte, oder durch eine Kreditsperre, wie es der Ständerat vorgesehen hat, geschehen soll, ist eigentlich egal. Diesen Weg können wir mit dem Ständerat ausdiskutieren. Entscheidend ist, dass wir hier schlussendlich ein schuldenbremsenkonformes Budget verabschieden.

Ich habe es Ihnen eingangs gesagt: Auch wenn wir beim Budget sind – diese Rechnung kann auf Dauer nicht aufgehen. Demzufolge haben wir hier Handlungsbedarf. Es ist an uns, die richtigen Entscheide zu treffen. Ich empfehle Ihnen, nicht bei Themen wie Landwirtschaft, Regionalverkehr oder Regionalpolitik zu sparen, die den Zusammenhalt unseres Landes garantieren.

Schilliger Peter (RL, LU): In der nun laufenden Wintersession beraten wir den Voranschlag 2024 inklusive Finanzplan 2025–2027. Als Sprecher deutscher Sprache der FDP-Liberalen Fraktion darf ich Ihnen unsere Haltung darlegen. Über die Details der Beratung haben die beiden Kommissionssprecher bereits informiert, entsprechend will ich in meinem Votum möglichst wenige Wiederholungen machen.

Vorab ein Votum zum Nachtrag II des Voranschlags 2023: Für die FDP-Liberale Fraktion ist diese Vorlage stimmig, und sie wird sich stets der Mehrheit anschliessen.

Nun zum Voranschlag 2024: Der ordentliche Haushalt weist ein Finanzierungsdefizit von rund 500 Millionen Franken aus. Die für uns sehr wichtige Schuldenbremse lässt aus konjunkturellen Gründen genau dieses Defizit zu. Dies zu erreichen war jedoch nur möglich, indem der Bundesrat in seiner Vorlage im nicht gebundenen Bereich eine Querschnittkürzung von 2 Prozent umgesetzt hat. Eine Ausnahme bildet dabei der Bereich der Armee, welchem ein Wachstum zur Verbesserung seiner Sicherheitsleistung zugesichert wird. Dass nun die verschiedenen Bereiche für den Verzicht auf diese Kürzung lobbyieren, ist verständlich, und es spricht dafür, dass diese Bundesgelder auch erwartet werden. Die FDP-Liberale Fraktion wird jedoch in den meisten Fällen dem Entwurf des Bundesrates folgen. Denn die Gesamtverantwortung gegenüber einer stabilen und verlässlichen Finanzpolitik lässt keine andere Haltung zu.

Die Finanzkommission des Nationalrates hat diese Grundhaltung vorgelebt. Wer heute nun mehr Geld will, muss sich mit der Frage beschäftigen, wie er die Gegenfinanzierung tätigt. Wenn solche Vorschläge in einer kleineren Einlage in einen Fonds enden, kann dies für ein Jahr funktionieren. Steigende laufende Ausgaben vom kommenden Jahr werden dann aber in den Jahren ab 2025 zu noch grösseren Problemen führen. Falls die Kürzung im Folgejahr vollzogen wird, werden darunter die Verlässlichkeit und die Stetigkeit leiden, was auch ich als schlecht bewerte.

Die FDP-Liberale Fraktion erwartet klar, dass der Nationalrat einen Voranschlag verabschiedet, der die in der Verfassung verankerte Schuldenbremse einhält. Die FDP-Liberale Fraktion wird sich gegen eine Aufweichung der

AB 2023 N 2228 / BO 2023 N 2228

Schuldenbremse wehren. Kein Verständnis hat die FDP-Liberale Fraktion dafür, dass diese Grundhaltung im Ständerat nicht berücksichtigt wurde, denn der ständerätliche Beschluss verletzt die Schuldenbremse um rund 66 Millionen Franken. Die Folge wäre eine Kreditsperre in gleicher Grössenordnung, die dann vermutlich zu einer weiteren Querschnittkürzung in gleicher Höhe führen würde. Der Ständerat wird oft als *Chambre de Réflexion* bezeichnet – die "Chambre" ist geblieben, die "Réflexion" vermisste ich jedoch. Unsere Haltung in den verschiedenen Bereichen der Beratung werden wir später begründen.

Der Finanzplan 2025–2027 sieht aktuell sehr düster aus. Es stehen noch 2 bis 3 Milliarden Franken zu hohe Ausgaben in der Planung, als dass sich die genannte Schuldenbremse einhalten liesse. Zu beachten ist dabei, dass von der Schweizerischen Nationalbank kaum eine Dividende als Ertrag anfallen wird. Diesem Ausfall von rund 660 Millionen Franken stehen neue Mehrausgaben entgegen, etwa bei der AHV-Finanzierung oder dem Armeebudget. Für das Jahr 2025 werden wir uns zudem darüber unterhalten müssen, ob die Ausgabe für die Ukraine-Flüchtlinge weiterhin als ausserordentlich deklariert werden darf oder ob sie nicht doch auch innerhalb der Schuldenbremse zu führen sein wird.

Für mich ist klar: Die Schuldenbremse ist ohne Trickseriei einzuhalten. Neue Ausgaben brauchen stets eine konsequente Gegenfinanzierung, und dies ohne Steuererhöhungen. Nur so kann auf Dauer eine stabile Finanzpolitik gewährleistet werden. Weiter darf der Bund keine neuen Aufgaben der Kantone übernehmen. Ein Beispiel dafür ist die beabsichtigte Subvention im Bereich der familienergänzenden Kinderbetreuung. Die Vorlage mit einer Beteiligung von bis zu 800 Millionen Franken kann nicht angenommen werden, denn diese Aufgabe liegt klar in der Zuständigkeit der Kantone und Gemeinden. Generell muss die Frage der föderalen



Kostenverteilung vermehrt wieder ins Zentrum der Diskussion geführt werden.

Ich fasse kurz zusammen: Die FDP-Liberale Fraktion wird mehrheitlich dem Entwurf des Bundesrates folgen und verlangt die Einhaltung der Schuldenbremse.

Badertscher Christine (G, BE): Es steht nicht gut um die Welt. Kriege, Konflikte und insbesondere auch der Klimawandel führen zu enormen Problemen, vor allem in den Entwicklungsländern. Die Ungerechtigkeit dabei: Diese Länder haben auf der einen Seite wenig zum Klimawandel beigetragen. Auf der anderen Seite leiden sie am meisten unter den Auswirkungen, vor allem, weil sie zu wenig Mittel für Anpassungsmassnahmen haben. Wir können uns teure Hochwasserschutzprojekte leisten, wir können Klimaanlageanlagen installieren und Nahrungsmittel aus dem Ausland kaufen, wenn es sein muss. Das ist im globalen Süden oft nicht möglich. Eine Dürre hat dort verheerende Auswirkungen auf das Leben der Menschen, insbesondere auf die Ernährungssicherheit. Zurzeit findet in Dubai die 28. Internationale Klimakonferenz (COP 28) statt. Dort fordern die Entwicklungsländer von den Industrieländern eine Beteiligung an den Kosten der Klimaanpassungen. An der COP 28 sollen die Modalitäten für den Fonds für Schäden und Verluste verabschiedet werden. Die Schweiz zielt sich bisher, hierfür effektiv Hand zu bieten. Wir diskutieren hier über das Budget und den Finanzplan. Das momentane Budget ist weit weg davon, einen angemessenen Anteil an die internationale Klimafinanzierung zu leisten. Doch nicht nur das, nein, wir zweigen sogar die Hilfe für die Ukraine vom Budget der Entwicklungszusammenarbeit ab. Das ist für uns unverständlich.

Kollege Wettstein hat es bereits erwähnt: Uns wird immer vorgeworfen, wir wollten zu viel Geld ausgeben. Doch bei einem der grössten Budgetposten, der Armee, gäbe es Möglichkeiten, zu sparen, sodass wir sogar ein schuldenbremsenkonformes Budget verabschieden könnten, ohne bei der Landwirtschaft oder in der internationalen Zusammenarbeit zu sparen. Wir verstehen sehr gut, dass das Thema Sicherheit leider wieder an Aktualität gewonnen hat. Doch die Sicherheit könnten wir viel kostengünstiger haben, indem wir zum Beispiel sicherheitspolitische Kooperationen mit den Nachbarländern eingehen. Dies wäre viel zielführender als das Aufrüsten der Armee. Langfristig sind die Entwicklungszusammenarbeit, die Friedensförderung sowie eine faire Klimafinanzierung die wichtigeren Instrumente, um Stabilität und Sicherheit zu erreichen, auch für die Schweiz. Die Ausgaben für die internationale Zusammenarbeit sind kein Luxus, sondern eine Investition in die Zukunft.

Keller-Sutter Karin, Bundesrätin: Ich rekapituliere kurz die Ergebnisse des Budgets 2024 und gebe dann einen kurzen Ausblick.

Zunächst zu den Ergebnissen: Der Bundesrat budgetierte für 2024 unter Einschluss der Nachmeldungen ein Finanzierungsdefizit von 6,6 Milliarden Franken. Das Defizit ist hauptsächlich auf die ausserordentlichen Ausgaben von 6,4 Milliarden Franken zurückzuführen. Dieses Defizit im ausserordentlichen Bereich reduziert sich nun, nachdem der Rettungsschirm für die Axpo Holding AG von 4 Milliarden Franken nicht beansprucht wird. Das entlastet die ausserordentlichen Ausgaben, erhöht den Spielraum jedoch nicht.

Wir haben aber andere ausserordentliche Ausgaben, beispielsweise den Zahlungsbedarf für die Schutzsuchenden aus der Ukraine von 1,2 Milliarden Franken. Ebenfalls eingestellt ist ein einmaliger Kapitalzuschuss an die SBB von 1,15 Milliarden Franken. Dieser Kapitalzuschuss, Sie wissen das, erfolgt in Ihrem Auftrag; Sie haben entsprechende Motionen gutgeheissen. Die rechtliche Grundlage dafür ist Teil der Vorlage zur finanziellen Stabilisierung der SBB. Die Diskussion darüber wird noch folgen, ebenfalls jetzt in der Wintersession. Das Geschäft wurde von der KVF vorberaten. Dieser Betrag ist also eingestellt, würde aber nur ausgeschüttet, wenn in beiden Räten die rechtliche Grundlage dafür geschaffen wird.

Im ordentlichen Haushalt wird die Schuldenbremse aus heutiger Sicht knapp eingehalten. Zur Erinnerung: Um die verfassungsrechtlichen Vorgaben der Schuldenbremse einhalten zu können, musste der Bundesrat Bereinigungsmassnahmen im Umfang von 2 Milliarden Franken umsetzen, darunter, es wurde mehrfach erwähnt, lineare Kürzungen von 2 Prozent bei den schwach gebundenen Ausgaben. Sonst hätten wir ein strukturelles Defizit in dieser Höhe gehabt. Der Grund dafür sind nicht sinkende Einnahmen, sondern zu stark wachsende Ausgaben, die nicht gegenfinanziert sind. Das heisst auch: Wir sparen nicht, wir drosseln nur das Wachstum; ich komme noch darauf zurück.

Auch mit den Anträgen Ihrer Finanzkommission wird die Schuldenbremse eingehalten. Es besteht aber praktisch kein finanzpolitischer Handlungsspielraum. Wenn bestimmte Ausgaben im Laufe der Beratung erhöht werden sollen, bitte ich Sie, auch für eine Gegenfinanzierung zu sorgen.

In den Finanzplanjahren 2025 bis 2027 bleibt der ordentliche Haushalt tiefrot. Der Bundesrat hat am 22. November die Zahlen für die Legislaturfinanzplanung aktualisiert und darüber informiert. Nach der aktuellen Planung belaufen sich die strukturellen Defizite auf 2 bis 3 Milliarden Franken. Diese Zahlen sind höher als im Finanzplan



vom Sommer, vor allem, weil die Ausgaben für die Schutzsuchenden aus der Ukraine neu auch ab 2025 in die Zahlen aufgenommen wurden. Ich habe vorhin darauf hingewiesen, dass diese Ausgaben ausserordentlich budgetiert sind, es wird nun schon das dritte Jahr so gemacht. Wir werden die Diskussion darüber führen müssen, ob das mindestens degressiv oder teilweise auch für das Budget 2025 möglich sein soll, sonst führt es einfach zu einer weiteren Belastung der Schuldenbremse.

Ich komme zum Ausblick: Die neue Legislatur wird finanzpolitisch herausfordernd. Es zeichnet sich keine Verbesserung ab. Ab 2025 erwarten wir durchgehend Defizite in Milliardenhöhe. Ab 2027 dürfte sich der Druck noch erhöhen. Namentlich das rasche Wachstum der Armeeausgaben auf 1 Prozent des BIP sowie der Ausgaben für die AHV lässt die Defizite weiter anwachsen. Diese Ausgaben sind derzeit noch nicht gegenfinanziert. Das aktuelle Wachstumsprofil des ordentlichen Bundeshaushaltes ist nicht nachhaltig. Ich habe es erwähnt: Die Ausgaben wachsen schneller als die Einnahmen. Das müssen wir selbstverständlich gemeinsam ändern, die Verfassung verpflichtet uns dazu. Finanzpolitisch wird deshalb die

AB 2023 N 2229 / BO 2023 N 2229

Haushaltsbereinigung höchste Priorität haben, um die Finanzierung wichtiger Bundesaufgaben zu sichern und um Spielraum für dringende Vorhaben zu schaffen. Dabei werden wir auch nicht umhinkommen, Prioritäten zu setzen. Vor diesem Hintergrund und aufgrund dieser Ausgangslage ist es nicht überraschend – es wurde auch in Ihren Fraktionsvoten angetönt –, dass allenthalben etwa darüber gesprochen wird, was man ausserordentlich beschliessen und budgetieren könnte.

Dazu liegen momentan zwei Vorstösse vor. Die Motion Salzmann 23.3843 fordert, dass die Armeeausgaben ausserordentlich geführt werden sollen. Die Motion 23.4350 Ihrer Finanzkommission verlangt, dass die Wiederaufbauhilfe für die Ukraine ausserordentlich budgetiert werden soll. Man kann jetzt natürlich trefflich darüber streiten, was ausserordentlich ist, aber wir können diese Ausserordentlichkeit nicht beliebig auslegen. Ausserordentlichkeit ist gemäss dem Finanzhaushaltsgesetz nur bei aussergewöhnlichen, das heisst nicht vorhersehbaren und vom Bund nicht steuerbaren Entwicklungen gegeben. Aus Sicht des Bundesrates geht es bei den genannten Fällen aber klar um steuerbare Ausgaben. Es sind Ausgaben, die wir nach freiem Ermessen steuern können, das gilt namentlich für die Höhe dieser Ausgaben und auch für den Rhythmus. Das war anders beim Ausbruch des russischen Krieges gegen die Ukraine, der in kürzester Zeit Hunderttausende Menschen in die Flucht, auch zu uns in die Schweiz, getrieben hat.

Ich möchte aber daran erinnern, dass auch ausserordentliche Ausgaben wieder ausgeglichen werden müssen. Das verlangt die Ergänzungsregel zur Schuldenbremse, und das ist auch in der Verfassung angelegt. Artikel 126 Absatz 1 der Bundesverfassung lautet: "Der Bund hält seine Ausgaben und Einnahmen auf Dauer im Gleichgewicht."

Wir stehen heute finanzpolitisch an einem Scheideweg, und es lohnt sich, kurz in Erinnerung zu rufen, dass es bei der Schuldenbremse nicht um einen Selbstzweck geht. Ihr Wert ist viel grundsätzlicherer Natur. Sie zwingt uns zu einer nachhaltigen Finanzpolitik, sie stärkt die Krisentauglichkeit der Schweiz und trägt so massgeblich zur Stabilität unseres Landes bei. Eine solide Finanzpolitik ist für eine kleine, offene Volkswirtschaft wie die Schweiz entscheidend, und eine solide Finanzpolitik hat auch eine positive Auswirkung auf unsere Währung, den Schweizerfranken. Man muss zudem sagen, dass die Bonität der Schweiz unvermindert Triple A beträgt, und das hat auch mit dieser Haushaltspolitik zu tun. Dieses Triple-A-Rating wurde übrigens auch nach der CS-Krise weiterhin verliehen.

Wir müssen uns bewusst sein: Die internationale Lage ist sicherlich schwierig. Es gibt einen Konjunkturabschwung, und vielleicht ist es nicht nur das, nicht nur eine Delle, sondern vielleicht sind es auch strukturelle Veränderungen.

Wir haben anhaltend hohe Zinsen. Diese Zinsen werden bleiben. Aus der Zeit, als Kredite mit Minuszinsen oder Nullzinsen vergeben wurden, gibt es Kredite, die keine Solidität haben. Das ist eine grosse Herausforderung im Immobilienbereich, aber auch im Finanzbereich. Es gibt diverse westliche Staaten – nicht Entwicklungsländer –, die eine derart hohe Verschuldung haben, dass der Umfang des Schuldendienstes höher ist als derjenige der Ausgaben für zentrale Aufgaben. Das gilt für Frankreich im Bereich der Verteidigung: Dort wird mehr Geld für den Schuldendienst ausgegeben als für die Landesverteidigung. Es gibt westliche Staaten, die mehr für den Schuldendienst ausgeben als für die Bildung oder die Gesundheit.

In unserem Budget haben wir auf der einen Seite aufgrund der gestiegenen Zinsen zwar mehr Einnahmen, auf der anderen Seite ist aber auch der Schuldendienst grösser geworden. Wir haben dafür jetzt 1,5 Milliarden Franken budgetiert. Das sind etwa 750 Millionen Franken mehr als im letzten Jahr. Dessen muss man sich auch bewusst sein.

Anfang Jahr wird der Bundesrat Vorentscheide treffen, damit die Schuldenbremse auch im Voranschlag 2025



eingehalten werden kann. Er wird im ersten Halbjahr 2024 zudem Stossrichtungen definieren, um die Finanzen auch langfristig wieder ins Lot zu bringen. Um die strukturellen Defizite zu bereinigen, werden Reformen umgesetzt werden müssen. Die Bereinigung wird primär ausgabenseitig erfolgen.

Wir werden aber nicht darum herumkommen, zur nachhaltigen Finanzierung namentlich der AHV auch einnahmenseitige Massnahmen zu prüfen. Sie wissen es: Sie selbst haben dem Bundesrat und damit dem zuständigen Departement, dem EDI, den Auftrag erteilt, bis 2026 eine Vorlage zur AHV vorzulegen, weil die derzeitige Reform die Finanzierung nur bis 2030 garantiert. Man kann davon ausgehen, dass eine nächste AHV-Reform leistungsseitige und einnahmenseitige Massnahmen erfordern wird. Aber ansonsten, das muss ich Ihnen sagen, ist der Bundesrat sehr zurückhaltend, was allfällige einnahmenseitige Massnahmen betrifft. Wir haben nämlich zwei Möglichkeiten: Wir haben die Mehrwertsteuer und die direkte Bundessteuer. Die Mehrwertsteuer steigt nächstes Jahr wegen der AHV bereits um 0,4 Prozent an. Es ist wahrscheinlich auch nicht vertretbar und nicht erklärbar, dass man zu viel ausgibt und dafür mehr Einnahmen generieren muss. Zudem braucht es für eine Steuererhöhung beim Bund ein Volks- und ein Ständemehr. Das heisst, die Bundesverfassung muss geändert werden. Die Einnahmen kämen ja auch nicht sofort, das würde also relativ lange dauern.

Wir werden im nächsten Jahr auch im Eidgenössischen Finanzdepartement eine Ausgaben- und Subventionsüberprüfung vornehmen und hoffen, dass wir dadurch gewisse Mittel freimachen können. Man darf aber nicht vergessen, dass zwei Drittel der Finanzen beim Bund fest gebunden sind. Das heisst also, dass wir einen Transferhaushalt haben: Zwei Drittel sind gesetzlich gebunden. Da ist es nicht so einfach, zusätzliche Freiräume zu generieren.

Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie, den Voranschlag 2024 und den Nachtrag II zum laufenden Jahr durchgehend gemäss den Anträgen des Bundesrates zu genehmigen, allerdings mit zwei Ausnahmen:

Ich habe den Axpo-Rettungsschirm bereits angesprochen. Hierzu stellt Ihre Finanzkommission – in Absprache auch mit uns – einen entsprechenden Antrag.

Die zweite Ausnahme betrifft die Minderheit Wyss: Es geht um mehr Mittel für den Schutz der jüdischen Gemeinschaft. Der Bundesrat ist der Meinung, dass man das gutheissen soll. Es ist beschämend, wenn sich Jüdinnen und Juden in der Schweiz nicht sicher fühlen können. Es geht darum, dass wir bauliche Massnahmen mitfinanzieren können, die notwendig sind, um die Sicherheit von jüdischen Einrichtungen, von Synagogen zu erhöhen und damit auch die jüdische Gemeinschaft in der Schweiz zu schützen.

Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen

Le débat sur cet objet est interrompu

AB 2023 N 2230 / BO 2023 N 2230